



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE TRAVAUX

Accord-cadre 2025PATXBDC024

**Accord-cadre portant réalisation de divers travaux
de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

**Lot 4 : travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie pour les
sites toulousains de l'INSPÉ**

**Cahier des clauses techniques particulières
C.C.T.P.**

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet de la consultation.....	3
1.2 Définition des besoins	3
1.3 Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre.....	3
1.4 Lieux d'exécution	3
2. DISPOSITIONS TECHNIQUES	4
2.1 Description des travaux à réaliser.....	4
2.2 Types d'installations concernées.....	4
2.3 Limite du marché	4
2.4 Conditions de réception	Erreur ! Signet non défini.
2.5 Prescriptions et règlements à observer.....	4
2.6 Choix et mise en œuvre des matériaux.....	5
2.7 Considérations générales relatives aux travaux.....	6
2.8 Consignes relatives à l'exécution des travaux.....	7
2.9 Responsabilités de l'entrepreneur	7
2.10 Présence de l'entrepreneur sur le chantier	7
2.11 Contraintes.....	7
2.12 Dossier des ouvrages exécutés.....	8
2.13 Essais	8
2.14 Réception	8

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet de définir l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des travaux de réhabilitation et de mise en sécurité ainsi que d'aménagement et de réparation pour la métallerie, serrurerie.

1.2 Définition des besoins

Les spécifications du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent des travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie sur divers sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Les sites concernés sont indiqués dans les conditions de l'article 1.4 du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

1.3 Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre

L'UT2J détient la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de ces travaux.

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services techniques de la Direction du patrimoine immobilier et de la gestion des campus (DPIGC) à travers la Division du patrimoine des sites délocalisés (DPISD) :

- **Pour tous les sites confondus** : MM. Michel REZNIKOFF et Daniel LE DILY.

1.4 Lieux d'exécution

Les travaux seront réalisés sur les divers sites de l'UT2J tels que prévus à l'article 1.7 du C.C.A.P.

2. DISPOSITIONS TECHNIQUES

2.1 Description des travaux à réaliser

Les travaux comprennent la :

- Fabrication, fourniture, pose d'éléments métalliques ou de verrerie sur mesure ;
- Fourniture et pose d'éléments métalliques ou de verrerie standards.

Le titulaire assurera également la dépose et l'évacuation du matériel déposé.

2.2 Types d'installations concernées

Les interventions auront lieu dans :

- Des locaux de recherche,
- Des locaux d'enseignement,
- Des locaux administratifs,
- Des locaux techniques,
- Des postes de transformation,
- Des zones de circulation et halls,
- Des galeries techniques,
- Des terrasses,
- En extérieur.

2.3 Limite du marché

L'entreprise aura à sa charge tous les travaux et fournitures nécessaires à la finition complète avec mise en jeu et en ordre de marche, des installations définies à réaliser.

L'entreprise assurera également :

- La protection de la zone travaux vis à vis de la sécurité des personnes et biens (travaux en sites occupés) ;
- La pose complète du matériel jusqu'au point d'utilisation pour chaque type d'installation en intérieur, extérieur, souterrain, etc. ;
- L'interface avec les services techniques pour toutes les interventions sur les réseaux extérieurs (demande de coupure, purges...) ;
- La réalisation et le rebouchage de trous trémies, perçages, tranchées, etc. ;
- La dépose et l'évacuation ou la mise à disposition du matériel déposé, suivant indications du service technique ;
- Après travaux, les locaux et installations seront laissés en parfait état de propreté, pour une utilisation immédiate par les utilisateurs.

Des travaux de petite maçonnerie pourront être demandés ponctuellement dans la zone concernée par les travaux du présent marché.

2.4 Prescriptions et règlements à observer

Sauf dérogation explicitement indiquée par écrit, l'ensemble des fournitures et des travaux sera conforme aux documents réglementaires s'appliquant à la date de la remise des offres.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la remise des offres et ceux applicables à une date ultérieure feront foi.

L'ensemble des fournitures et des travaux sera conforme aux documents suivants.

Les références aux documents ci-dessous ne constituent pas une liste limitative, elles sont un rappel des principaux documents applicables.

2.4.1 Textes réglementaires

Sont applicables au présent marché :

- Code du travail - deuxième partie réglementaire titre III - Hygiène et sécurité – Section III prévention des incendies,
- Décret n°83.721 du 2.8.83 et la circulaire du 11.4.84 relatifs à l'éclairage des lieux de travail,
- Règlement de sécurité concernant les ERP.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature de l'ordre de service feront foi.

2.4.2 Normes et DTU

Le titulaire du présent accord-cadre devra respecter l'ensemble des normes et DTU en vigueur (français et européens à la date d'établissement du bon de commande ou d'émission de l'ordre de service le cas échéant).

2.4.3 Règles professionnelles et avis techniques

Les dispositions techniques adoptées par les ouvrages ainsi que les conditions de leur exécution, doivent être conformes aux règles de l'art.

Sont notamment réputés conformes aux règles de l'art, le respect des prescriptions des textes officiels et des organismes spécialisés, mais aussi les recommandations des constructeurs.

Il convient également de rappeler que la seule application du règlement ne peut résoudre l'ensemble des problèmes qui se présentent dans un cadre de travaux très hétérogènes.

L'art de l'ingénieur joue donc ici un rôle essentiel notamment pour traiter certains cas particuliers et certaines situations spéciales.

2.5 Choix et mise en œuvre des matériaux

Pour des raisons de standardisation sur les sites de l'Université, les marques des matériaux ou de procédés seront respectées.

Seul le maître d'ouvrage est habilité à accepter ou refuser les nouveaux matériaux.

Tous les matériaux devront être neufs et de première qualité.

Les appareils ou dispositifs brevetés qui seront employés par l'entreprise n'engageront que sa seule responsabilité, tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis du maître d'ouvrage pour tout préjudice qui pourrait leur être causé dans l'exécution ou la jouissance des installations, par les poursuites dont l'entreprise pourrait être l'objet du fait de l'emploi abusif d'appareils ou dispositifs brevetés.

Toutes dispositions devront être prévues par le titulaire pendant la mise en œuvre des matériaux et au cours des essais pour assurer la sécurité des personnes et des choses.

Il appartiendra au titulaire d'attirer, en temps utile, l'attention du maître d'ouvrage sur les répercussions que peuvent avoir certains travaux ou installations sur la marche générale du chantier, et signaler le cas échéant, les modifications de détail qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions générales.

2.6 Etude des opérations

Chaque chantier fera l'objet d'une opération isolée qui pourra nécessiter une visite sur place et une évaluation particulière si nécessaire.

Pour chaque opération nécessitant une visite sur place, l'entreprise présentera, par mail ou par courrier dans un délai de 15 jours, un devis chiffré et détaillé conformément aux prévisions du BPU.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter ce délai en tenant compte de l'urgence et de

l'importance de l'opération à réaliser.

2.7 Considérations générales relatives aux travaux

Le titulaire devra confirmer son intervention auprès du responsable de la DPISD ou le Service Technique de l'IUT au moins une semaine avant la date présumée par téléphone ou mail, en mentionnant la date et l'heure d'arrivée, le nom des intervenants ainsi que la durée de l'intervention.

Les travaux ayant lieu en site occupé, l'accès s'effectuera pendant les horaires d'ouvertures, soit de 8h à 18h.

Avant toute intervention, le titulaire est tenu de prendre obligatoirement contact avec le responsable de la DPISD.

Le personnel de l'entreprise appelé à intervenir sur les installations de l'université devra être titulaire des titres d'habilitation et qualification nécessaires et réglementaires.

L'entreprise devra fournir des références techniques sur des opérations réalisées dans tous les cas de figure, correspondant au présent marché.

L'entreprise devra réaliser l'intervention dans un délai maximum de 30 jours après réception du bon de commande, et sauf avis contraire de la DPISD.

Le retard dans le délai d'intervention fera l'objet d'une pénalité telle que prévue dans les conditions de l'article 3.4 du CCAP.

L'entreprise doit prendre en compte que la plupart des interventions vont se faire en site occupé. L'entreprise devra donc présenter dans son mémoire technique les procédures quelle va mettre en place pour limiter ces nuisances.

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions utiles, afin d'éviter toutes dégradations sur les ouvrages existants.

Tous les dégâts occasionnés par le matériel ou le personnel de l'entreprise seront réparés au compte de l'entreprise, et plus particulièrement, bris de matériel de laboratoire, vitres, etc.

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions utiles pour maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier, et prévenir ou supprimer tout acte de nature à troubler ce bon ordre.

L'entrepreneur ne doit rien faire qui soit susceptible de gêner ou compromettre l'exécution, la coordination ou la surveillance des travaux exécutés par les diverses entreprises ou par le personnel de l'administration travaillant sur les mêmes chantiers que l'entrepreneur.

Il devra se conformer, à ce sujet, aux instructions qui lui seront données par l'administration.

Toute personne en état d'ivresse, celle dont la conduite, ou la tenue, donnerait lieu à des observations de la part des agents de surveillance de l'administration devra être immédiatement renvoyée de l'Université sur simple demande écrite de l'administration. L'application de cette disposition n'ouvrira aucun droit à l'entrepreneur, notamment pour retard de l'exécution, pour difficulté avec l'inspection du travail, etc.

L'entrepreneur est chargé de tout ce qui est nécessaire à la bonne et à la complète exécution des travaux, notamment :

- Le déchargement et l'amenée à pied d'œuvre de ses fournitures, de son matériel, etc. ;
- Toutes les installations de chantier, les échafaudages, les engins de toutes sortes (grues, treuils, les machines, outillages, y compris les frais de transport, aller et retour) pour leur entretien et leur fonctionnement, etc. Ainsi que tous les dispositifs, installations et mesures de sécurité et d'hygiène (comme prévu au code du travail en particulier) ;
- Le gardiennage et la clôture de son chantier (s'il le juge utile), l'administration n'assurant pas l'entrepreneur contre les vols et l'incendie ;
- Les frais de tracé, d'épure, d'implantation ;
- Toutes les matières consommables ou non ;
- Toutes les sujétions résultant du voisinage d'autres entreprises travaillant concomitamment sur le chantier ;
- Et bien entendu, tous les frais de main d'œuvre et d'encadrement.

Après achèvement des travaux, l'entrepreneur doit faire enlever à ses frais, toutes installations de

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Accord-cadre portant réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

chantier, les déblais, décombres, résidus et déchets de toute sorte, etc. Il devra également nettoyer et remettre en l'état initial l'emplacement de son chantier.

2.8 Consignes relatives à l'exécution des travaux

Conformément au décret 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail, l'entreprise titulaire du présent marché devra se conformer au plan de prévention rédigé par les services techniques.

L'entrepreneur est en outre tenu de se conformer aux dispositions prévues par le code ou la réglementation du travail.

2.9 Responsabilités de l'entrepreneur

Jusqu'à l'exécution complète du chantier, l'entrepreneur est responsable vis-à-vis de l'administration et des tiers, des accidents et dommages causés (aux personnes et aux choses) par le personnel travaillant sous ses ordres, ou par les machines ou engins utilisés sous ses ordres.

Il est également responsable des accidents qui seraient la conséquence de l'inobservation des règles de sécurité ou des consignes qui lui sont remises par l'administration.

L'administration décline toutes responsabilités pour accidents pouvant survenir dans l'installation électrique de l'entrepreneur, ou du fait de l'installation électrique située après le point de raccordement.

2.10 Présence de l'entrepreneur sur le chantier

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent sur le chantier ou représenté par des personnes capables de le remplacer.

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra faire connaître à l'administration, par écrit, la personne qualifiée pour :

- Le représenter en permanence sur le chantier,
- Recevoir valablement de l'administration, toutes notes, communications,
- Signer en son nom, tous attachements et constats auxquels les travaux pourraient donner lieu,
- La personne qualifiée, désignée par l'entrepreneur devra tenir un cahier de chantier indiquant journallement :
 - Le ou les chantiers en cours,
 - L'état d'avancement des travaux sur ce ou ces chantiers,
 - Le nombre de personnes présentes sur ce ou ces chantiers.

L'entreprise s'engage à exécuter les travaux dans les périodes et les délais qui lui seront impartis.

2.11 Contraintes

L'attention des entreprises est attirée sur le fait de certaines gênes ou obstacles peuvent s'avérer contraignantes lors de l'exécution des travaux. Il ne sera pas obligatoirement assuré un chantier permanent, puisque les opérations sont ponctuelles et dispersées. Les entreprises seront donc soumises à des contraintes de temps, de durée, d'horaires et de disponibilité immédiate, mais aussi d'accès, de clés, de dispersion géographique.

Par suite de locaux occupés, il y aura des contraintes d'accessibilité, mais aussi de gêne provoquée par les bruits des travaux. Il y aura donc lieu de tenir compte d'une planification en découlant, et ne permettant pas d'assurer une continuité parfaite dans une opération donnée.

La circulation dans la majorité des sites est réglementée. L'accès de la majorité des bâtiments n'est possible qu'à l'aide de clés électroniques que l'entrepreneur devra retirer à la DPIISD.

Les prix proposés par l'entrepreneur tiennent compte de toutes les opérations nécessaires à une parfaite exécution des travaux prévus, et notamment la fourniture de tous échafaudages, échelles, et autres éléments semblables, la fourniture ou la location de tous éléments (bâches, etc.) nécessaires à la protection des installations et ouvrages existants.

Il ne sera accepté aucune modification de prix ou de majoration de compensation.

2.12 Dossier des ouvrages exécutés

A la fin de chaque opération comportant des modifications ou adjonctions substantielles d'installations, l'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage, deux exemplaires du dossier définitif des installations comprenant :

- Les instructions claires et précises concernant la conduite des installations et matériels et leur entretien périodique ;
- Les schémas des installations précisant la position et le rôle des appareils installés ;
- Les plans rigoureusement conformes aux installations réalisées ;
- Les instructions et schémas devront être affichés sous protection dans les divers locaux techniques et dans les armoires.

2.13 Essais

A la fin de chaque installation, lorsque les divers réglages auront été effectués par l'entrepreneur, il sera procédé aux essais et vérifications de conformité avec les prestations de son marché.

Les essais seront effectués à la diligence du maître d'ouvrage, en présence de son représentant et éventuellement du bureau de contrôle agréé désigné. L'entrepreneur sera tenu de s'y faire représenter, de fournir tous les appareils et de prévoir tous les accessoires nécessaires à ces essais.

2.14 Réception

La réception ne pourra être prononcée que lorsque les essais et vérifications auront été satisfaisants.

Si la réception ne peut être prononcée qu'avec des réserves, les installations pourront toutefois être mises en service sous la responsabilité de l'entrepreneur et à la condition formelle que les prescriptions relatives à la sécurité soient observées et validées par le bureau de contrôle.

La durée de la période de garantie sera de deux ans (pièces et main d'œuvre) à compter de la date de réception des ouvrages.